

Le drame bouscule

La succession d'entretiens, organisée hier soir par France 2 et France Inter, a été fortement impactée par la fusillade mortelle intervenue dans le même temps sur les Champs-Élysées

Ce faux débat, ce condensé de professions de foi, aura gagné en clarté ce qu'il aura perdu en affrontement. De manière certes laconique et forcément contrainte, chaque candidat aura au moins pu y faire passer quelques idées-forces, une façon d'être aussi. Au bout du compte, difficile malgré tout d'y avoir puisé une grille de lecture précise, alors que chacun s'est exprimé sur des questions partiellement différentes. Et puis, inévitablement, le drame qui s'est joué dans le même temps sur les Champs-Élysées et s'est invité sur le plateau a influencé la prestation des cinq derniers candidats. Tout a basculé à ce moment-là. La gaieté démocratique qu'avait insufflée Jean-Luc Mélenchon lors de sa prestation inaugurale, incarnant avec sa verve indéniable la « passion collective » française pour la politique, a



été ensevelie sous une gravité qui ne nous quitte désespérément plus. Quand bien même ni la compassion ni les rododromes ne garantissent une éradication rapide de la terreur.

KARINE MICHEL ET THIERRY PRUDHON
kmichel@nicematin.fr
et tprudhon@nicematin.fr

Jean-Luc Mélenchon

La France insoumise

Premier à ouvrir le bal, Jean-Luc Mélenchon apparaît crispé au début de l'exercice. Il défend le droit opposable à l'emploi – l'État est obligé d'offrir un emploi à tout chômeur de plus d'un an – l'une des mesures qui fonde sa volonté de changement. La mesure qui résume « la force du peuple », dit-il : « L'abolition de la caste présidentielle avec la convocation d'une constituante », ou encore le « référendum révocatoire ». Hostile aux « clubs de riches qui font tourner le monde », partisan de l'ONU et inscrit dans la « tradition gaullo-mitterrandienne », Jean-Luc Mélenchon confesse ne pas vouloir « briser le couple franco-allemand » européen, mais vouloir « ouvrir une discussion ».



Surtout, il en appelle à la confiance dans « l'intelligence du peuple ». Des regrets ? Aucun. Bien au contraire.

Son objet fétiche : un réveil « pour me dire qu'il est temps... Temps pour le changement climatique, pour sortir du nucléaire, de la monarchie présidentielle ! »

Nathalie Arthaud

Lutte ouvrière

« Je suis pour changer de fond en comble cette société. » Nathalie Arthaud n'y va pas par quatre chemins. L'impérialisme capitaliste est dans son viseur et elle entend bien lui régler son compte. Ce qui passe, entre autres à ses yeux, par une nationalisation des banques, mais aussi de grands groupes industriels. Elle veut « interdire les licenciements », « monter le Smic à 1 800 € », que « tous les salariés puissent contrôler leurs entreprises » également. « Les petites mains sont indispensables, ce sont elles, enchaîne-t-elle, qui font tourner les entreprises... On peut se passer du grand capital et de la grande bourgeoisie. » Contre le terrorisme, elle propose en priorité d'arrêter les interventions françaises sur les théâtres extérieurs car celles-ci, estime-t-elle en substance,



contribuent à nourrir le djihadisme.

Son objet fétiche : une photo des sprinters noirs américains Tommie Smith et John Carlos, le poing ganté et levé, sur le podium olympique du 200 mètres à Mexico en 1968. « Parce que tous les combats des opprimés m'inspirent. »

Marine Le Pen

Front national

« Il y a 65 millions de Français qui attendent d'avoir un très bon avocat » et c'est avec le sourire que Marine Le Pen l'a réaffirmé hier en conclusion de son propos. Même si elle a estimé que « la lutte contre le terrorisme a été absente de cette campagne », ce n'est même pas un regret. D'ailleurs des regrets, elle n'en a pas. Mais sur le sujet de la lutte contre le terrorisme, elle n'a pas manqué de rappeler les mesures qu'elle prône pour assurer la sécurité des Français. Marine Le Pen défend l'indépendance de la France, dénonce le « chantage européen » mené par Mme Merkel... Prête à « partir à la conquête du monde », elle rappelle les « engagements qu'elle prend avec les Français : la maîtrise de leurs frontières, de leurs lois, de leur économie et de leur monnaie ». Guidée, dit-elle, par « l'intérêt de la France », elle répond au « projet peur », véhiculé dit-elle par ses opposants, par une « vision pragmatique », conteste les affirmations de David Pujadas.



Marine Le Pen plaide enfin pour « retrouver le socle d'un minimum de valeurs ». Tout juste dit-elle être « déçue » par les frappes aériennes menées au Moyen-Orient par Donald Trump... Un président dont elle a salué l'élection.

Son objet fétiche : la clé d'une entreprise de Moselle, offerte par l'entrepreneur. Un « symbole » pour elle, qui veut « rendre aux Français les clés de la maison France ».

François Asselineau

Union populaire républicaine

François Asselineau veut nationaliser un certain nombre d'entreprises (TF1, sociétés d'autoroute et liées aux ressources énergétiques notamment). « Parce que je veux rendre aux Français un grand service public », justifie-t-il. « Je m'adresse aux 55 % des Français qui ont rejeté la Constitution européenne en 2005 et dont le vote a été violé », embraie-t-il rapidement, martelant sa volonté de faire sortir la France de l'Union européenne. Une fois ce pas franchi, il passerait le Smic à 1 300 € net. Et, au bout de trois ans, « il remettrait son mandat en jeu, si le chômage n'avait pas reculé de 1,5 % ». François Asselineau veut aussi mettre un terme aux interventions militaires françaises, jugées « illégales ».



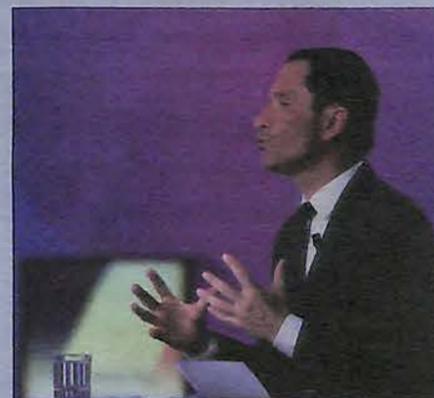
« Je veux que la France retrouve sa neutralité, elle n'a pas à être le supplétif des USA à travers l'OTAN », ajoute-t-il.

Son objet fétiche : un rameau d'olivier. « Parce que c'est un symbole millénaire de paix, un symbole de la République, celui qui figurait sur la pièce d'un franc et un symbole enfin de l'agriculture et de la Méditerranée. »

Benoît Hamon

Parti socialiste

« On a la classe politique qu'on mérite », et devant « l'apathie des Français », Benoît Hamon les appelle à « faire un choix digne » : baroud d'honneur réussi pour le candidat du Parti socialiste qui, en quinze minutes, aura su insuffler sa différence, en parlant d'unité nationale, de « notre capacité à faire ensemble », de revenu universel – la mesure phare de son programme – et d'Europe. L'Europe, pour laquelle il défend une « assemblée parlementaire » à même de travailler sur les harmonisations fiscales et sociales. Malgré l'attentat déjoué en début de semaine, l'État d'urgence n'est pas sa priorité. « Les moyens, en revanche, donnés à la justice et à nos forces de police, le sont. » Un regret ? « Que des monologues se succèdent ce soir », parce que « certains



revendiquent de pouvoir choisir leurs journalistes et leurs questions. Ce n'est pas dans la tradition qui est la mienne. »

Ses objets fétiches : une carte Vitale, « parce qu'aujourd'hui, la protection sociale est menacée par certains programmes », et une carte d'électeur, « pour rappeler aux Français de faire le bon choix dimanche soir. »

encore la campagne

Nicolas Dupont-Aignan

► Debout la France

Fidèle à sa stratégie, Nicolas Dupont-Aignan est celui qui a choisi d'utiliser son temps de parole pour mettre les pieds dans le plat et faire le buzz. Dans son collimateur, la presse et deux candidats, Macron et Fillon. Il a remis en cause une démocratie jugée patraque, où les patrons de presse sont, à ses yeux, à la solde d'Emmanuel Macron, « le chouchou ». Il a aussi expliqué, en lisant un SMS, qu'un autre patron lui aurait indiqué qu'il le censurait parce qu'il refusait de se ranger derrière François Fillon. Pour le reste, NDA a un credo : non le revenu, mais le « travail universel ». Il conditionnerait le versement du RSA à des journées de labeur en faveur de la collectivité. « Je veux récompenser le travail et mettre fin au gaspillage. » Sans que la France quitte l'Europe, il souhaite par ailleurs en changer



les traités, pour les remplacer par de nouveaux favorisant « une Europe des nations et des projets ». Il instaurerait enfin « une monnaie flexible, l'euro-franc ».

Son objet fétiche : une statuette réalisée par un enfant en situation de handicap qui lui a été donnée en 2000. « Parce qu'elle me donne la force de combattre, d'être au service des hommes et des femmes de notre pays. »

Philippe Poutou

► Nouveau Parti anticapitaliste

Droit à l'emploi à durée indéterminée pour tous, interdiction des licenciements : le discours de Philippe Poutou visant à défendre une économie différente, est presque immuable... Sauf que pour sa carte blanche, le chef de file du Nouveau Parti Anticapitaliste choisit d'évoquer... l'écologie. « Parce que le capitalisme détruit aussi la planète. » Il défend l'arrêt du nucléaire, « parce que ça coûte cher », dit-il. « Les emplois seront transférés sur les énergies renouvelables », avance-t-il. Comme il entend passer à une agriculture biologique dans les dix ans à venir, et prône un « retour à la petite propriété, car l'hyper concentration » est dangereuse. Malgré la gravité du moment - on venait d'apprendre la mort d'un



policier sur les Champs-Élysées à Paris, tué dans une fusillade -, Philippe Poutou a réaffirmé sa volonté de désarmer les policiers et d'enrayer ainsi la « logique répressive. La police au contact des citoyens n'a pas besoin d'être armée ».

Son objet fétiche : le drapeau de la Guyane, pour rendre hommage au mouvement social en Guyane, à la lutte contre la pauvreté.

Emmanuel Macron

► En marche !

Une demi-heure plus tôt, David Pujadas avait annoncé la mort d'un policier sur les Champs-Élysées. Emmanuel Macron a donc dit en préambule sa compassion et sa volonté d'être le garant de la sécurité. Il veut par ailleurs mettre le paquet sur la création de logements et retirer progressivement l'encadrement des loyers, « qui fait sortir certains biens du marché ». Plutôt que de revenir sur l'ISF, il préfère « supprimer la taxe d'habitation pour 80 % des familles ». Mais sa priorité des priorités est l'éducation. « Je ferai porter le principal effort sur le primaire, avec douze élèves par classe en CP et CE1 dans les zones d'éducation prioritaire où se concentre l'échec scolaire. Plus d'école, plus d'enseignement, c'est plus de justice. » Dans le même temps, il prône davantage d'autonomie pour les établissements, « afin qu'ils puissent choisir leurs enseignants sur l'adhésion à un projet ». Il relèvera enfin « le défi de l'éducation tout au long de la vie, pour que chacun puisse s'adapter aux mutations du monde ».



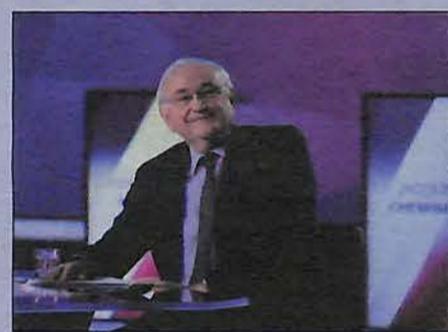
« Il n'y a pas une culture française, c'est un fleuve qui se nourrit de multiples affluents, elle existe dans sa diversité et sa richesse », a-t-il en outre répondu à une question. Le candidat s'est enfin déclaré « favorable à des frappes ponctuelles pour réduire les stocks d'armes chimiques de Bachar el-Assad, tout en trouvant une sortie diplomatique pour sortir de la crise sans détruire l'état syrien ».

Son objet fétiche : la grammaire de son enfance. « Où ma grand-mère m'a appris le français et mes premiers grands textes. »

Jacques Cheminade

► Solidarité et progrès

« Dans cette campagne, on demande toujours combien ça coûte et jamais combien ça peut rapporter. » Et c'est sur ce plan-là que Jacques Cheminade a voulu porter le débat sur la culture et l'éducation, sa « carte blanche » hier soir sur le plateau de France Télévisions. Sur le sujet d'ailleurs, il entend porter le budget à 2 %, l'équivalent du budget actuel de la Défense. « C'est une priorité parce que lorsque les enfants pensent, la société s'améliore. » Et si les enfants sont invités à faire répéter leur chorale dans les églises, « c'est pour y profiter de l'acoustique ». Cet ennemi de la finance dénonce le système économique dans lequel on est et entend augmenter de 3 points la TVA sur les produits qui ne sont pas de première nécessité. Et surtout, le candidat de Solidarités et Progrès reste



constant dans son programme d'exploration spatiale sur Mars. « L'espace nous apporte, dans l'Histoire, de nombreuses innovations technologiques en matière de communication. »

Son objet fétiche : une paire de biface préhistorique, sorte de « couteau suisse », un « objet du passé avec un sens du futur », autour de la notion de travail notamment.

Jean Lassalle

► Sans parti

« Je veux redonner à la France un espace politique et financier. » Jean Lassalle souhaite en particulier restaurer la diplomatie française. Pas plus que Léa Salamé et David Pujadas, nous n'avons trop compris comment, désolé... Il veut également et surtout voler au secours des campagnes de France, « en mettant trois ou quatre milliards par an pour qu'une fille ou un fils puisse prendre la relève dans une exploitation agricole ou un commerce familial ». Jean Lassalle désire revenir à « une Europe des nations, telle que l'avait conçue le général de Gaulle ». « Je vais reconstruire un État qui soit capable de relancer la liberté, l'égalité et la fraternité sur notre territoire », a-t-il promis. « J'ai compris que nous étions un théâtre d'ombres, que notre démocratie se délitait », a-t-il justifié



pour expliquer que sa route se soit séparée de celle de François Bayrou il y a quelques années. « L'utopie, le rêve et la construction d'un grand dessein partagé, voilà ce que je veux pour notre pays. »

Son objet fétiche : deux rapports d'enquête qu'il a produits sur la marche à travers la France qu'il avait entreprise en 2013 et sur le fonctionnement de l'Europe.

François Fillon

► Les Républicains

Il exprime d'emblée la solidarité de la nation aux familles des policiers victimes d'un acte « dont on ne peut pas totalement encore qualifier la nature » (et qualifié quelques minutes plus tard d'acte terroriste par François Hollande, Ndlr) : François Fillon a annoncé suspendre les déplacements « prévus dans ma campagne ce vendredi », avant de rappeler combien la lutte contre le terrorisme « sera la priorité de mon mandat ». Dans un propos résolument sécuritaire, le candidat LR défend une nouvelle fois « une coalition anti-terroriste internationale » : « Il faut accepter de travailler avec tous ceux qui sont prêts à mener le combat pour éradiquer la menace ». L'allusion n'est même pas voilée : quelles relations alors avec la Russie ? « Si on ne parvient pas à discuter avec la Russie, nous allons rentrer en conflit, il faut accepter un compromis. » Enfin, François Fillon rappelle les mesures qu'il mettrait en place pour lutter contre le



fondamentalisme radical, pour aider « les musulmans de France à éradiquer l'intégrisme qui gagne la religion musulmane ». Mais il s'attache également à défendre l'école de la République, laïque. Des regrets ? « Dans les circonstances actuelles, ce serait dérisoire... »

Son objet fétiche : « Je n'en ai pas, je ne suis pas fétichiste, j'irai à l'Élysée avec ma seule volonté. »